

# «C'est inhumain ce que le système fait vivre aux proches»

Gilles Fisette

SHERBROOKE

*Trilac*

«C'est extrêmement dur sur le physique et le moral. Travailler à temps plein et m'occuper de ma fille m'ont rendue à terre!»

Yolène Perreault, dont la fillette de 13 ans, Audrey, ne peut se déplacer seule à cause de son handicap de paralysie cérébrale, est en mesure de témoigner des énormes difficultés causées par le manque de ressources dans le soutien à domicile.

«Audrey a été opérée en avril dernier aux jambes et après son retour à la maison, pour un court de temps, j'ai eu un peu d'aide, a expliqué sa mère. Mais depuis plusieurs mois, j'ai absolument rien. Et pourtant, Audrey ne peut se lever toute seule pour aller à la toilette. Elle n'est pas capable de prendre son bain seule. C'est une situation très difficile et pour en avoir parlé à d'autres parents d'enfants handicapés comme la mienne, je ne suis pas seule. C'est la même chose partout», a déploré Mme Perreault.

Tout ce qu'elle reçoit de l'État c'est une allocation de 120 \$ par mois, qui ne compense aucunement les dépenses reliées à l'handicap de sa fille. «Juste une semaine, à un camp d'été spécialisé, c'est près de 1000 \$», illustre la jeune mère pour montrer comment les be-

soins sont énormes mais aucunement comblés. Et compte tenu que dans la plupart des cas il s'agit d'une population à faible revenu, les gens n'ont pas le moyen de recourir au privé.

Pour Josée Fontaine, de l'Alliance sherbrookoise pour l'autonomie à domicile, des cas semblables on peut en compter par centaines et l'impact sur les aidants naturels est indéniable. «Les proches s'épuisent et ils reçoivent de l'aide une fois qu'ils sont complètement à terre», fait-elle observer.

Léon Pothier, amputé des deux jambes, est également de ceux qui ont perdu toute confiance dans le système. Il n'a même pas placé de demande, sachant qu'il devra attendre six mois avant une évaluation et qu'il sera ensuite placé sur une liste d'attente. «C'est inhumain ce que le système fait vivre aux proches. Dans mon cas, c'est ma conjointe qui s'occupe de moi. Mais elle travaille à temps plein et elle commence à être brûlée... Je ne sais pas quand le gouvernement va comprendre qu'il doit allouer plus d'argent mais ça devient urgent», a plaidé M. Pothier, qui ne se déplace qu'en fauteuil roulant.

Enfin, au cabinet du ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, il n'a pas été possible hier d'obtenir de réaction concernant cette situation.